

ÉCOLE, SERVICES PUBLICS, BANLIEUES, SOCIÉTÉ : DES TAS D'URGENCES !

Nous, enseignants de l'École publique laïque et républicaine, nous sommes profondément choqués quand les valeurs que nous enseignons à l'école sont bafouées, y compris par l'État lui-même.

Nous accueillons tous les enfants qu'on nous confie : qu'ils soient blacks, blancs ou beurs, qu'ils soient riches ou pauvres, avec ou « sans papiers », et quelles que soient les opinions politiques ou les croyances religieuses de leurs parents.

Nous leur apprenons à vivre ensemble, à prendre conscience des droits et des devoirs de chacun. Nous essayons de donner du sens à leurs apprentissages. Nous nous efforçons de les faire tous progresser, sur des chemins souvent chaleureux et joyeux. Pour apprendre, les enfants ont besoin de sérénité, de respect, de tolérance et de solidarité. Nous sommes les garants de ces bonnes conditions d'apprentissages.

Or nous constatons que le service public d'Éducation se dégrade, comme les autres services publics. Classes chargées, réseaux d'aide incomplets, disparition des aide-éducateurs, concentration des écoles, crédits culturels en baisse, diminution des moyens pour la formation des enseignants ...

En même temps, une logique comptable de management nous demande de faire du chiffre, de multiplier les évaluations, avec sans doute la perspective de mettre les écoles en concurrence, de « se battre pour les bonnes places » (les inscriptions dans les « bonnes écoles » se faisant au détriment des familles défavorisées), étape avant de privatiser l'Éducation Nationale ?

En même temps également, la vie des quartiers se dégrade de plus en plus :

- immeubles vieillissant, rénovation trop lente ou excluant les plus défavorisés
- détresse économique et sociale de zones aux taux de chômage records
- discriminations à l'embauche
- économie souterraine accompagnée de violences multiples : machisme, drogue et alcool, vols, dégradations
- accompagnement des jeunes affaibli dans les écoles, collèges et lycées par la diminution de surveillants et d'aide-éducateurs (ou assistants d'éducation) et hors temps scolaire par la suppression des emplois-jeunes et par la mise en difficulté des associations par de très sensibles baisses de subventions
- politique de prévention remise en cause par l'abandon de la police de proximité, censée établir des liens de confiance avec les jeunes
- répression, tolérance zéro, contrôles au faciès et bavures policières ...

La politique libérale organise la crise sociale.

Pourquoi les banlieues n'ont-elles pas alors explosé plus tôt ? Parce que ni les enseignants, ni les travailleurs sociaux, ni les militants associatifs ne pratiquent la discrimination, n'utilisent des méthodes répressives. Jamais dans nos classes ce n'est par la violence que les enfants obtiennent une amélioration, mais par le débat, la réflexion collective, l'élaboration et le respect des règles ... Sans ce travail de participation et de prévention mené par l'ensemble des éducateurs, il y a longtemps que l'Etat ne tiendrait plus ses banlieues.

Est-ce en traitant la jeunesse de « racaille » à « nettoyer au « kärcher » qu'on cherche à établir dialogue et respect ?

Est-ce en décrétant un état d'urgence rappelant de sombres événements qu'on construit une réelle sérénité sur le long terme ?

Est-ce en « ethnisant » les problèmes des banlieues qu'on règle les dramatiques difficultés sociales ? (parmi les interpellés figurent de nombreux « blancs », précaires ou exclus)

Est-ce en considérant les français beurs ou blacks comme des étrangers, sauf quand ils s'appellent Zidane, qu'on réalise « l'intégration » ?

Est-ce en prenant comme modèle la société de consommation, la pub et les marques, la télé-réalité et le succès éphémère qu'on offre des perspectives d'avenir aux jeunes ?

Que la justice fasse son travail, en jugeant de manière posée et impartiale les auteurs des dégradations, notamment en analysant les causes de ces violences, oui. Mais les comparutions immédiates sont-elles dignes d'un Etat de droit ? Les expulsions collectives d'étrangers sont-elles légales ?

Que l'Etat fasse également son travail, notamment en rétablissant le dialogue avec les jeunes des banlieues, ce qui suppose dignité et respect envers ces jeunes. Mais aussi en créant les conditions d'un renouveau économique et social des banlieues et de la société. C'est possible, c'est un choix politique.

Nous appelons à écarter toutes les dérives populistes et à travailler ensemble pour redonner du sens à la devise républicaine : « liberté, égalité, fraternité ».

Un défi citoyen majeur.

Pour cela, l'argent est nécessaire, la démocratie participative l'est tout autant. Il n'y aura pas de solution en écartant les acteurs de la crise des banlieues. Nous, enseignants, souhaitons prendre toute notre place dans ce défi.



Union des Alternatives Syndicales

Union des alternatives syndicales / BP 101 / 38001 GRENOBLE cedex 1 / tél : 04 74 92 61 39

Le site de l'UDAS : <http://udas.org>

Contact : contact@udas.org